***Rapport Charges et produits 2026 de l'Assurance maladie
Des propositions d'économies au détriment de la santé des Français***

Le Leem a pris connaissance du Rapport Charges et Produits de la Caisse nationale d'assurance maladie (Cnam) publié ce mardi 24 juin. Parmi les 60 mesures pour résorber le déficit de l'Assurance maladie, celles qui portent sur le volet médicaments permettraient d'engendrer 6 Mds d'économies d'ici à 2030 selon les auteurs.

Conscients des difficultés des pouvoirs publics à redresser rapidement les finances du pays, nous regrettons que les leviers d'efficience que notre secteur porte depuis plus d'un an ne soient pas davantage pris en considération. Plus préoccupant, les solutions et leviers proposés par la Cnam impacteraient directement la souveraineté sanitaire française et induiraient des pertes de chance pour les patients en France.

Des points de convergence qui se heurtent à une lecture biaisée des moyens à mettre en œuvre

Si nous partageons des constats sur le bon usage du médicament et de la pertinence de prescription (notamment via les logiciels d'aide à la prescription), nous déplorons des propositions reposant sur des analyses qui nous semblent erronées, alors que les initiatives bon usage menées par l'industrie sont positives.

Un postulat dogmatique : le médicament coûterait trop cher au pays aujourd'hui par rapport à ce qu'il apporte en termes de santé

Selon l'analyse de la CNAM, les médicaments ne démontrent plus suffisamment leur efficacité thérapeutique par rapport aux dépenses qu'ils occasionnent. Nous tenons à rappeler que le médicament fait l'objet d'une évaluation rigoureuse par la Haute Autorité de Santé, sur laquelle repose la négociation de prix entre le CEPS et l'industrie. La prolongation du cycle d'évaluation en vie réelle pourrait contribuer à lever l'incertitude sur l'efficacité d'une thérapeutique.

Plus spécifiquement, l'accusation de « *politique de tarification excessive des traitements anti-cancéreux* », la remise en cause de leur apport thérapeutique par rapport aux dépenses occasionnées, la proposition de reconsidérer le remboursement des médicaments qui n'ont pas de données de survie sont des négations pures et simples de l'apport de ces traitements pour les patients et des inefficiences dans notre système de santé qu'ils permettent d'engendrer sur le long terme.

Enfin, la proposition de nouvelles baisses de prix sur les ASMR 4 et ASMR 5 ne ferait que dégrader davantage la compétitivité de notre pays, dans un contexte international chahuté, alors que le prix français figure déjà parmi les prix les plus bas.

Et un paradoxe : pourquoi remettre en cause ce qui fonctionne ?

Par ailleurs, le bilan de la Cnam sur l'état des dépenses pointe l'augmentation des recours au dispositif ALD. La remise en cause du champ « trop large » des ALD et du remboursement à 100% de certains produits est entendable mais à une condition : ne pas placer l'intérêt du patient après le budget.

La remise en cause du dispositif accès précoce (pour son coût global et la durée des négociations de prix associée) repose sur un calcul surestimant son coût réel, qui est maîtrisé. Ce nouveau dispositif a permis à plus de 120 000 patients, depuis son déploiement en 2021, de bénéficier de médicaments innovants pour des patients en impasse thérapeutique plus d'1 an avant leur remboursement par le circuit classique, alors même que la France est à la traîne dans la mise sur le marché des traitements autorisés en Europe.

N'oublions pas que chaque retard d'accès aux innovations thérapeutiques est une perte de chances pour les patients français.

Une société en meilleure santé, pour tous

S'obstiner à réguler le médicament par le prix année après année, c'est toujours moins de médicaments innovants en France et plus de pénuries au détriment des patients.

Les entreprises du médicament sont favorables à la mise en place d'actions en faveur du Bon usage et de prévention pour une meilleure santé et moins de dépenses. Nous soutenons l'idée d'une feuille de route partagée en responsabilité entre patients, professionnels de santé, industriels et autorités de santé, non seulement sur la dé-prescription, comme proposé par la Cnam, mais sur tous les leviers d'efficience et les externalités positives liés aux produits de santé, dans l'intérêt sanitaire et économique de tous. La nécessaire santé économique de notre pays ne peut pas se faire au détriment de la santé des Français.

Contacts presse :

Stéphanie BOU - 06 60 46 23 08 - sbou@leem.org

Virginie PAUTRE - 06 31 86 82 70 - vpautre@leem.org